

Lisez le journal numérique
sur le site : lindependant.org

La Démocrate

N° 1169 DU M... ONE CFA 500 * HEBDOMADAIRE INDEPENDANT D'ANALYSES ET D'INFORMATIONS



PUTSCH NIGER

P.3



Au-delà de la menace d'intervention militaire, l'avenir de la sous-région...

Création d'une Coalition
Politique...



**Lansana Kouyaté, Bah
Oury et Cie Aspirant à
une Transition Apaisée
et Fructueuse**

Yaguine et Fodé - 24 ans plus tard

**Une tragique histoire
d'immigration ignorée du monde**

P.4

Meurtre en marge d'une manif

**Les boulangers et pâtisseries
donnent 10 jours à l'État pour trouver
l'assassin de Alsény Baldé**

P.7

Trafic de documents biométriques

**Un réseau de faussaires
démantelés par la police**

P.8

Chronique

C'est-à-dire... Cocktail Molotov !

Malgré ses incessantes menaces, le leader du parti PASTEF au Sénégal (Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité) a finalement été emprisonné. Sa condamnation, le 1er juin 2023, dans une affaire sordide de massage où des jeux de mains auraient viré au jeu de vilains, avait déclenché des manifestations enflammées dans le pays, notamment à Dakar et en Casamance.

Par peur des troubles dans la rue ou par stratégie, son mandat de dépôt n'a pas été exécuté et il est resté assigné à résidence. Jusqu'au 26 juillet dernier, où il a été inculpé après avoir arraché le téléphone d'une gendarme, avant d'être jeté en prison pour plusieurs autres chefs d'accusation beaucoup plus graves. Le fait que le procureur ait qualifié cet acte de vol de téléphone lui a valu des moqueries et des railleries sur les réseaux sociaux et dans certains médias.

Pourtant, ce terme convient parfaitement dans cette situation. En effet, arracher de force un objet appartenant à autrui peut être considéré comme un vol, du moins dans la



plupart des systèmes juridiques, y compris celui du Sénégal. Le vol ne se limite pas seulement à la prise physique d'un objet sans le consentement de son propriétaire, mais également à l'appropriation frauduleuse d'un bien, que ce soit par la force, l'intimidation ou d'autres moyens illégaux. Et utiliser la force physique pour s'emparer d'un bien ajoute une petite touche illégale à l'acte et peut entraîner des conséquences juridiques plus graves. Bien sûr, il est important de noter que les définitions précises du vol peuvent varier en fonction des législations nationales et des circonstances spécifiques de chaque affaire.

Après l'incarcération d'Ousmane Sonko, un opposant de premier plan et député-maire de Ziguinchor, la colère de la rue s'est à nouveau exprimée, comme prévu. Mais pour l'instant, de manière moins explosive que lors des émeutes de juin.

Deux personnes ont été toutefois abattues dans la ville de Ziguinchor, et deux autres sont mortes à Dakar de manière particulièrement horrible : des individus encagoulés ont arrêté et encerclé un bus de transport en commun bondé avant de le transformer en brasier à l'aide de cocktails Molotov !

Jusqu'à présent, ces engins incendiaires avaient été utilisés pour mettre le feu à des véhicules de police et des voitures privées.

Mais qu'est-ce donc que cet engin facile à fabriquer et si dévastateur ? Et pourquoi lui a-t-on donné cette appellation qui rime avec Popov (un Russe, péjorativement parlant) ?

Eh bien, un cocktail Molotov est un engin incendiaire bricolé en remplissant une bouteille de verre avec un liquide inflammable, généralement de l'essence, et en y insérant une mèche imbibée pour l'allumer. L'appellation « cocktail Molotov » fait référence à Vyacheslav Molotov, ancien ministre des Affaires étrangères soviétique.

Le terme « cocktail Molotov » a été utilisé pour la première fois pendant la Guerre d'Hiver (Seconde Guerre mondiale) en 1939-1940, lorsque l'Union soviétique a envahi la Finlande. Les Finlandais ont utilisé ces engins incendiaires avec une pointe d'humour pour se défendre contre les troupes soviétiques. Ils les ont appelés « cocktails Molotov » de manière ironique en référence au ministre des Affaires étrangères soviétique, qui affirmait à la radio que l'Union soviétique n'était pas en guerre, mais fournissait plutôt une « aide humanitaire » à la Finlande.

Depuis lors, le terme « cocktail Molotov » est resté pour désigner cet engin incendiaire.

Et maintenant, nous espérons tous que la situation au Sénégal va s'apaiser, et qu'au terme des prochaines échéances électorales tout le monde sera à la fête. En dégustant par exemple des cocktails délicieux qui n'évoquent en rien... un certain Molotov !

Topsy

BERNARD GOUMOU SUR L'ÉVALUATION DES MINISTRES

Des Résultats Inquiétants !

Dans un exposé devant la presse ce jeudi 03 août 2023, le Premier ministre guinéen, Dr Bernard Goumou, a révélé les résultats de l'évaluation des membres de son gouvernement. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que ces résultats ne sont pas à la hauteur des attentes.

Aucun ministère n'a réussi à décrocher la mention «Excellent», avec une moyenne comprise entre 90 et 100 points. Un sérieux camouflet pour le gouvernement en place. Deux départements ministériels ont tout de même réussi à atteindre une moyenne comprise entre 81 et 90 points, mais cela reste insuffisant pour un gouvernement qui se vante souvent de ses performances.

Le tableau est loin d'être reluisant pour les autres ministères. Onze d'entre eux ont obtenu des notes oscillantes entre 71 et 80 points, tandis que douze ministères ont dû se contenter d'une moyenne comprise entre 61 et 70 points. Deux ministères ont été qualifiés de «Passables», avec une moyenne comprise entre 51 et 60 points, mais la véritable gifle est venue du dernier ministère qui n'a récolté que 0 point. Une véritable débâcle pour ce département qui devra se remettre sérieusement en question.

Le Premier ministre, lors de cette présentation, a tenu à souligner l'importance de cette initiative d'évaluation. Selon lui, il s'agit d'améliorer le service public en mettant en œuvre les recommandations qui seront adressées à chaque département. Ces recommandations devront être mises en application avant le mois d'octobre, en préparation de la troisième étape d'évaluation.

Mais au-delà de l'amélioration du service public, les résultats de cette



évaluation sont censés contribuer à la synergie de l'action gouvernementale. Ils seront transmis au président de la République, chef de l'État, afin de l'éclairer sur la performance de son gouvernement. Ils serviront également à la primature pour accompagner les ministères dans l'impulsion de l'action gouvernementale au deuxième semestre. En somme, il s'agit d'une radiographie complète de l'efficacité de la Primature elle-même, puisque c'est à cette institution que revient la tâche d'impulser et de coordonner l'action gouvernementale.

Cependant, ces résultats décevants soulèvent de nombreuses interrogations sur l'efficacité de ce gouvernement. Les Guinéens sont en droit de se demander si les membres du gouvernement sont véritablement à la hauteur des défis qui se posent à eux. Cette évaluation met en lumière les points faibles qui devront être corrigés, mais elle met aussi en évidence le manque de résultats concrets jusqu'à présent.

Il ne reste plus qu'à espérer que les ministères prendront ces résultats comme une véritable alerte et qu'ils redoubleront d'efforts pour améliorer leur performance. Le pays a besoin d'un gouvernement fort, efficace et capable de relever les défis qui se dressent sur son chemin.

Algassimou L Diallo

Le Démocrate

Hebdomadaire d'information et d'analyses édité par la Société de Presse et d'Impression (SPIC)

Siège: Quartier Kipé Dadiya
Commune de Ratoma
servicecommercial@independant.org
Tél : 628.529.162 / 628.85.84.18
Conakry

Redacteur en chef

Alpha Amadou DIALLO:
628.85.84.18 Email:
alphaamadoudiallo@independant.org
independantguinee@gmail.org

Comité de rédaction

Alpha Amadou DIALLO
Amadou Tidiane DIALLO
Aïssatou Sadio BAH

Collaborateur

Algassimou L DIALLO
Oumar CAMARA
Abdoul Chaolis DIALLO
Saliou KEITA

P.A.O

G. SOUMAORO
Tél. (+ 224) 628.529.162

**Recouvrements, Abonnements,
Marketing, Publicités & Annonces**
servicecommercial@independant.org
Amadou Tidiane DIALLO
Tél. (+224) 666 60 79 99
Amadoutidianediallo

@independant.org

Distribution: SPIC / Maison du
Livre

Impression: SPIC/Imprimerie Le
Scribe

Lisez le journal numérique sur le site
<https://independant.org>

PUTSCH NIGER

Au-delà de la menace d'intervention militaire, l'avenir de la sous-région...

Accueillis avec une extrême prudence au début d'un putsch qu'ils ont réalisé sur la pointe des pieds, les responsables de la junte militaire nigérienne continuent de retenir « en otage » le président démocratiquement élu, Mohamed Bazoum. En attendant, ils tentent, à petites doses, de renverser l'opinion publique.

Le but des dernières manœuvres est d'abord d'éviter le scénario de l'intervention militaire qui pourrait leur faire perdre toutes leurs billes dans un contexte où tous les pouvoirs ouest africains issus des urnes réalisent de plus en plus que les efforts fournis dans d'extrêmes difficultés pour construire d'impressionnantes infrastructures, éduquer leurs populations, et civiliser la vie politique, pourraient être compromis par les sautes d'humeur de n'importe quel soldat, surtout si la Communauté économique des états d'Afrique de l'ouest (CEDEAO) tergiverse (encore) sur la nécessaire fermeté à afficher face aux hommes qui ont renversé Bazoum.

Au demeurant, et c'est de bonne guerre, l'option diplomatique reste maintenue pour convaincre des galonnés qui ne sont eux-mêmes pas convaincus par leurs arguments pour justifier leur action déclenchée dans ce pays sahélien, le 26 juillet 2023.

Dans une sorte d'élan solidaire, les putschistes nigériens pourraient théoriquement compter sur l'appui de leurs voisins qui gèrent des régimes militaires (Mali, Burkina Faso et peut-être Guinée), mais la réalité est toute autre.

En fait, les dirigeants actuels de tous les pays qui se sont mis en avant dans des déclarations tapageuses de soutien aux frères d'armes du général Mouhamadou Tchiani, sont bien conscients qu'au plan intérieur, ils font déjà face à des priorités beaucoup plus urgentes que d'aller faire le coup de feu désespéré du côté de Niamey...

Comme pour dissiper les doutes au sujet de la « détermination » putschiste, des images qui prêtent à sourire envahissent les réseaux sociaux dans une sorte de délire burlesque, comme si quelques pickups, quelques



blindés d'époque surmontés de mitrailleuses pourraient faire le poids face à l'armada que pourrait déployer une vraie force de la CEDEAO, disposant d'équipements modernes, appuyée en coulisses par des puissances occidentales qui ne reconnaissent pas la « légitimité » de la junte militaire au Niger.

En vérité, au-delà des sanctions économiques et diplomatiques qui frappent durement le Niger et loin des scénarii catastrophes (on a même entendu parler de **r i s q u e s** « d'internationalisation de la crise »), les réticences affichées par les Etats démocratiques de la sous-région s'expliquent par un seul nom : l'otage Bazoum, **p r é s i d e n t** démocratiquement élu et seul dépositaire de la légalité et de la légitimité dans ce pays stratégique dans la lutte contre les djihadistes.

L'argument des plus agités dans ce tragique mélodrame, pour la plupart des néo nationalistes du dimanche, allergiques à la France mais prompts à tendre les bras à la Russie, montre bien que la réflexion n'est pas poussée très loin.

Il est évident, que dans une ambiance aussi ridicule, penser que les putschistes peuvent réussir là où 105 régimes militaires (sur 106) ont échoué lamentablement dans leurs objectifs, c'est perdre de vue que la règle pour ceux qui prennent le pouvoir par les armes est de laisser en chemin les

déclarations de bonnes intentions...

Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que dans le lot des pays les plus avancés de la CEDEAO, seuls les Etats **v é r i t a b l e m e n t** démocratiques (Nigeria, Ghana, Côte d'Ivoire,

Sénégal, Bénin, Cap-Vert) tiennent le haut du pavé dans tous les domaines, en commençant par les **i n f r a s t r u c t u r e s** indispensables à leur progrès.

D'autres pays, en reconstruction, qui ont

connu des putschs ou des guerres civiles (Guinée Bissau, Gambie, Sierra Leone, Liberia, Togo), suivent de près le lot en tête de peloton, laissant derrière ceux qui veulent continuer à entretenir les débats inutiles consistant à faire des plans sur la comète.

En fait, l'avenir de la sous-région ouest africaine est dans la démocratie et le respect des institutions élues : plus tôt, on l'intégrera, plus vite les citoyens réaliseront qu'aucune ambition personnelle, aucune rhétorique échafaudée pour justifier l'injustifiable, ne saura remplacer la réalité du désespoir d'un peuple comme celui du Niger. Un vrai gâchis !

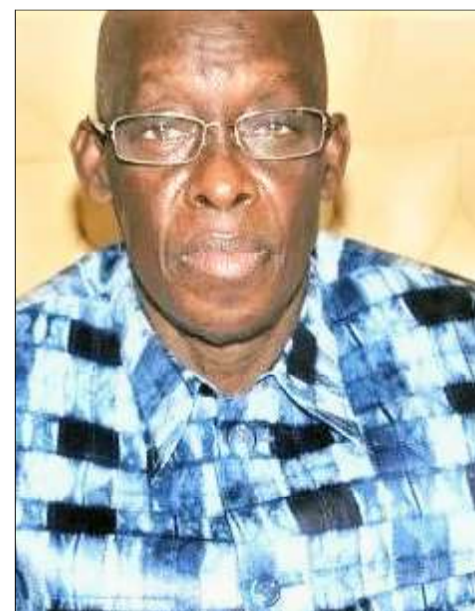
Oumar Camara

CRIEF/JUSTICE

Les avocats de l'ex-ministre de la défense Diané menacent de poursuivre le procureur de la CRIEF

En dépit d'une ordonnance de la justice que ses avocats jugent favorable à la remise en liberté provisoire sous caution de leur client, l'ex ministre de la Défense Nationale et des Affaires Présidentielles, Mohamed Diané est toujours détenu. Les conseils de Diané menacent même de porter plainte contre le procureur de la CRIEF, Aly Touré.

« Puisqu'il y a abus d'autorité, le procureur étant justiciable, nous n'hésiterons pas à le citer devant les tribunaux compétents en la matière, parce qu'il est justiciable comme tout le monde. C'est une détention arbitraire. Nous savons que c'est un dossier politique mais nous allons saisir le ministre, non pas de la justice, mais celui des droits de l'homme. On va mettre M. Charles Wright à



l'épreuve de l'État de droit de l'homme, et nous allons signifier cette décision-là à toutes les chancelleries de la Guinée », a prévenu l'avocat Almamy Samory Traoré à une radio locale.

« Nous avons requis les services d'un huissier de justice aux fins d'adresser

un commandement au procureur spécial pour faire **l i b é r e r** immédiatement Dr Mohamed Diané. C'est une décision de justice dont on **d e m a n d e** l'exécution. (...) Il y a un arrêt qui a été rendu dont on a les copies. Cet arrêt déclare le pourvoi du parquet sans objet. Ça veut dire que la décision qui a été rendue par la chambre spéciale

de contrôle de l'instruction (qui a ordonné la mise en liberté de Dr Mohamed Diané) doit être exécutée. Alors, nous attendons les heures qui suivent que le parquet puisse mettre en exécution l'arrêt qui a été rendu », a-t-il précisé.

Alpha Amadou Diallo

YAGUINE ET FODÉ - 24 ANS PLUS TARD

Une tragique histoire d'immigration ignorée du monde

Une tragique histoire d'immigration ignorée du monde. Qui se souvient encore de Yaguine et Fodé ? Vingt-quatre ans après le décès tragique des adolescents yaguine koïta et fodé tounkara, les mêmes images d'actualité se succèdent : drame migratoire pour intégrer l'europe, soutiens divers des occidentaux aux dirigeants africains, inadéquation entre les moyens mis à disposition et la réalité du terrain. Face à l'indifférence générale, yaguine et fodé sont-ils donc morts pour rien ?

Pour mémoire, Yaguine Koïta (né le 25 septembre 1984) et Fodé Tounkara (né le 6 avril 1985) furent les passagers clandestins du vol 520 Sabena Airlines en provenance de Conakry (Guinée) et à destination de Bruxelles (Belgique) le 28 juillet 1999. Leurs corps morts de froid furent découverts le 2 août 1999 dans le train d'atterrissage arrière droit de l'appareil à l'aéroport international de Bruxelles. Dans leurs affaires, les garçons transportaient dans des sacs plastiques leurs certificats de naissance, leurs cartes de scolarité, des photos et une lettre. Cette lettre fut largement publiée dans les médias du monde entier. En voici le texte intégral :

« **Excellences, messieurs les membres et responsables d'europe,**

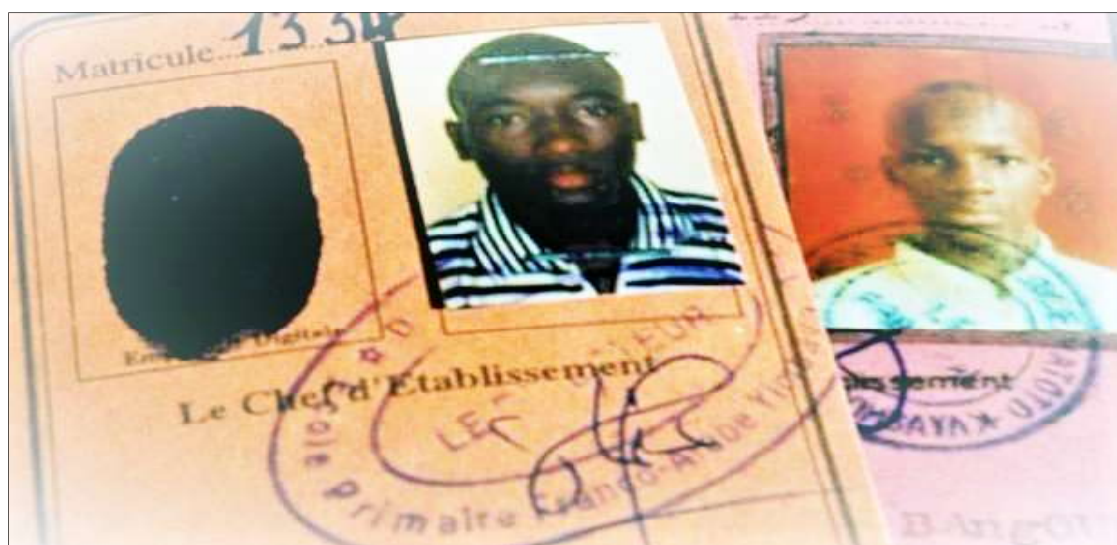
Nous avons l'honorable plaisir et la grande confiance de vous écrire cette lettre pour vous parler de l'objectif de notre voyage et de la souffrance de nous, les enfants et jeunes d'Afrique. Mais tout d'abord, nous vous présentons les salutations les plus délicieuses, adorables et respectées dans la vie. A cet effet, soyez notre appui et notre aide, soyez envers nous, en Afrique, à qui faut-il demander secours ? Nous vous en supplions, pour l'amour de votre continent, pour le sentiment envers votre peuple, votre famille et surtout l'affinité et l'amour de vos enfants que vous aimez comme la vie. En plus, pour l'amour et l'amitié de notre créateur Dieu le Tout-Puissant qui vous a donné toutes les bonnes expériences, richesses et

pouvoirs de bien construire et bien organiser votre continent pour devenir le plus beau et admirable ami des autres.

Messieurs les membres et responsables d'europe, c'est à votre solidarité et votre gentillesse que nous vous appelons au secours en Afrique. Aidez-nous, nous souffrons énormément en Afrique, nous avons des problèmes et quelques manques de droits de l'enfant. Au niveau des problèmes, nous avons la guerre, la maladie, la nourriture, etc. Quant aux droits de l'enfant, c'est en Afrique, et surtout en Guinée, que nous avons des écoles mais un grand manque d'éducation et d'enseignement. Sauf dans les écoles privées où l'on peut avoir une bonne éducation et un bon enseignement, mais il faut une forte somme d'argent et nous, nos parents sont pauvres. La survie ici, c'est de nous nourrir, ensuite nous avons des écoles de sport telles que football, basket, [illisible ?] Etc.

Donc, dans ce cas, nous, les africains, et surtout les enfants et jeunes africains, nous vous demandons de faire une grande organisation efficace pour l'Afrique pour qu'elle progresse. Donc, si vous voyez que nous nous sacrifions et exposons notre vie, c'est parce qu'on souffre trop en Afrique et qu'on a besoin de vous pour lutter contre la pauvreté et mettre fin à la guerre en Afrique. Néanmoins, nous voulons étudier, et nous vous demandons de nous aider à étudier pour être comme vous en Afrique.

Enfin, nous vous supplions de nous excuser très,



très fort d'oser vous écrire cette lettre en tant que vous, les grands personnages à qui nous devons beaucoup de respect. Et n'oubliez pas que c'est à vous que nous devons plaider (sic) la faiblesse de notre force en Afrique. »

Daté du 29 juillet, soit trois jours avant le départ des adolescents, le message rédigé en français évoque la situation désespérée de leur pays dans lequel la moitié de la population n'a pas un dollar par jour pour vivre. Les deux jeunes gens étaient scolarisés : on a trouvé sur eux une carte d'étudiant d'un collège de Conakry, avec photo.

Après une escale à Bamako au Mali, l'airbus a 330-300 de la compagnie Belge Sabena en provenance de Conakry s'est posé vers 5h45 à Bruxelles. Yaguine et Fodé avaient mis plusieurs couches d'habits : trois pantalons, une veste, un gros pull et un bonnet. Mais à 10'000 mètres d'altitude, la température descend jusqu'à -50 °C.

Les roues, que le frottement peut chauffer jusqu'à 200 °C au moment du décollage, améliorent momentanément les conditions dans l'habitacle, mais les chances de survie restent extrêmement minces, d'autant que les passagers clandestins risquent de se faire broyer par le train d'atterrissage lorsqu'il se replie. De plus, l'oxygène raréfié provoque rapidement l'asphyxie.

****Indifférence et hypocrisie****

Après 24 ans de mutisme de la part des autorités politiques européennes et africaines et du monde médiatique, alors que des drames similaires continuent à se produire, il est déplorable de constater qu'en Guinée, aucune démarche n'a été entreprise pour donner un sens au sacrifice de ces deux adolescents.

Le mois de juin consacré

à l'enfance est passé sans évocation de leur souvenir. L'école primaire de Yimbaya que fréquentaient les défunts est abandonnée à son triste sort. L'on se souvient encore qu'à l'annonce de la disparition de Yaguine et Fodé, nos autorités se sont apitoyées sur leur sort, en animant un débat sur la politique du gouvernement en matière d'enfance. Des professions de foi furent formulées, mais au bout du compte, aucune matérialisation.

Que faut-il de plus pour inciter nos décideurs à changer l'ordre des choses ?

Et ce d'autant plus que depuis le cri de désespoir de ces deux jeunes et leur mort tragique, les initiatives entre-

prises pour offrir à la jeunesse africaine une meilleure qualité de vie, de bonnes conditions d'études et des perspectives d'emplois effectives ou des initiatives génératrices de revenus durables demeurent très insuffisantes.

Plusieurs milliers de candidats à l'immigration clandestine tentent chaque année de traverser la mer pour gagner l'europe, dans l'espoir d'une vie meilleure. Pour la plupart d'entre eux, le rêve se termine en cauchemar ou de façon tragique. Par la force des choses, la méditerranée est devenue le cimetière des migrants. Dans l'indifférence de l'union africaine et des chefs d'état.

Thierno saïdou diakité

CULTURE

L'OPROGEM s'oppose à la diffusion de l'album « Goûter rester » de Tenin Diawara



L'Office de Protection du Genre et des Mœurs s'est opposé à toute reproduction, vente ou diffusion du tube « Goûter Rester » de l'artiste chanteuse Tenin Diawara. L'information a été confirmée à la presse par la Directrice Générale de l'Office de Protection du Genre de l'Enfant et des Mœurs (OPROGEM) commissaire Marie Gomez.

L'OPROGEM trouve

offensante pour la femme guinéens ce morceau de musique de la chanteuse. « Ce morceau touche la femme dans sa dignité. C'est pourquoi nous avons interpellé l'artiste... », a déclaré Gomez.

La censure qui frappe Diawara pourrait toutefois connaître d'autres développements. La chanteuse est libre d'attaquer la décision en justice pour être rétablie dans ses droits, d'autant plus que certains de ceux qui ont écouté la chanson affirment que l'interprétation qui est donnée au premier degré est différente des mots qui y sont contenus.

Alpha Amadou Diallo

ENSEIGNANTS CONTRACTUELS DANS L'IMPASSE

Pépé Balamou dénonce l'inertie de l'État

Michel Pépé, secrétaire général du SNE (Syndicat National des Enseignants), tire la sonnette d'alarme quant à la situation précaire des enseignants contractuels en Guinée. Selon lui, ces dévoués serviteurs de l'école publique ont été abandonnés par l'État qui fait preuve d'une regrettable ingratitude à leur égard. Loin d'être une affaire mineure, cette situation met en évidence une série de dysfonctionnements qui plombent le secteur éducatif guinéen.

Le principal grief de Pépé Balamou concerne les salaires impayés des enseignants contractuels. Ces derniers, engagés pour une année de service, ont été confrontés à une situation ubuesque où ils n'ont été rémunérés que pour trois mois de travail, malgré leur engagement durant toute l'année scolaire, incluant les trois mois de vacances. L'addition est donc simple : l'État leur doit neuf mois de salaires impayés.

La colère du secrétaire général du SNE est également nourrie par le fait que certains aspects essentiels de leur contrat, tels que la prime d'incitation, ont été ignorés par l'État. Pour Pépé Balamou, il est vital de reconnaître l'importance des ressources humaines dans le système

éducatif et de leur offrir un environnement propice à l'enseignement et à l'apprentissage.

Face à cette triste réalité, Michel Pépé souligne que l'éducation ne semble pas être une priorité pour le gouvernement guinéen. Pour remédier à cette situation préoccupante, il exhorte le Ministre de l'Enseignement pré-universitaire et de l'Alphabétisation à prendre les choses en main, en prenant exemple sur son homologue de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation. Il est urgent d'enrayer ces crises scolaires qui menacent sérieusement la rentrée scolaire 2023-2024.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : l'école guinéenne

souffre d'un déficit criant de près de 30 000 enseignants, compte tenu des statistiques du BSD qui révèlent la présence de 19 492 enseignants en 2020, auxquels s'ajoutent 8 000 enseignants admis à faire valoir leurs droits à la retraite depuis décembre 2021, sans oublier ceux qui quitteront leur poste à la fin de l'année 2023.

Malgré cette réalité alarmante, Michel Pépé Balamou estime qu'il est tout à fait possible pour l'État guinéen de trouver les 240 milliards de francs nécessaires pour payer les 12 mois de salaire des enseignants contractuels et les intégrer directement dans la fonction publique. Selon lui, il suffit de faire preuve de volonté et de bonne foi pour y parvenir. À cet égard, il critique



sévèrement l'ANAFIC (Agence Nationale de Financement des Collectivités), en charge de la paie des enseignants contractuels, qu'il accuse d'incompétence et d'une gestion déplorable de la situation.

Face à ces défaillances, le syndicaliste appelle à retirer le dossier des mains de l'ANAFIC et à le confier

au secteur de l'éducation, où réside une expertise plus pertinente pour gérer cette crise. La situation des enseignants contractuels exige une attention urgente et un engagement concret de la part des autorités, sans quoi l'avenir de l'éducation en Guinée risque d'être gravement compromis.

Abdou Chaolis Diallo

LE PUP RÉSISTE AUX RUMEURS DE VENTE

Un patrimoine inébranlable au service de la Guinée

Des rumeurs circulant dans la ville de Conakry ont suscité l'émoi ce samedi, laissant entendre que le Parti de l'unité et du progrès (PUP), la formation politique de feu le général Lanassana Conté, aurait été vendu au colonel Mamadi Doumbouya, actuel président de la junte militaire au pouvoir. Ces allégations ont immédiatement provoqué la colère des femmes membres du parti.

Face à cette situation alarmante, la direction du PUP a tenu à rétablir la vérité dans un communiqué dont une copie nous a été transmise. Voici le contenu de ce communiqué :

«La Direction nationale du parti de l'unité et du progrès, le PUP, constate avec regret la propagation de fausses informations sur les réseaux sociaux, affirmant sans fondement la possible vente du parti. Les auteurs de ces allégations ne sont pas affiliés à nos structures et sont considérés comme des détracteurs cherchant à entraver le bon fonctionnement du PUP.

La photo qui circule, supposée illustrer une manifestation contre cette prétendue vente, est en réalité une ancienne image

de nos précédentes manifestations, détournée de son contexte.

La réunion mentionnée aujourd'hui n'a aucun lien avec les rumeurs en cours. Il n'est pas rare que le PUP soit confronté à de telles accusations. En 2016-2017, ces mêmes détracteurs avaient répandu sur les réseaux sociaux l'information selon laquelle le parti aurait été vendu pour 13 milliards, 10 pick-ups et 30 motos au fils d'Alpha Condé. Nous ne sommes donc guère surpris par de tels comportements de la part de ceux qui cherchent à déstabiliser.

Nous saisissons cette occasion pour rassurer nos militantes, militants, sympathisants ainsi que l'opinion nationale que le

PUP n'est en aucun cas une marchandise à vendre ou un article à mettre sur le marché. Notre sérénité reste intacte.

Nous tenons à rappeler que notre parti est régi par des statuts réglementaires clairs, qui précisent que le PUP est un parti national, non communautariste ni ethnique. La Direction Nationale du Parti reste ferme dans ses convictions.»

Document transmis par Sékou Sanoh

Cette mise au point sans équivoque de la direction du PUP vise à balayer les rumeurs persistantes qui ont secoué la scène politique guinéenne aujourd'hui. Les femmes membres du parti ont exprimé leur mécontentement face à ces



allégations qui cherchent à ternir l'image et la crédibilité de leur formation politique.

Le PUP, héritage du défunt général Lanassana Conté, a tenu à rappeler qu'il n'était pas à vendre, renforçant ainsi son engagement envers ses membres et l'ensemble de la nation. Malgré ces attaques récurrentes, le parti reste résolu à poursuivre ses activités en accord avec ses principes et ses statuts.

La Guinée, qui traverse une période de transition politique, doit faire face à des défis importants. En dissipant les rumeurs infondées, le PUP espère

contribuer à la stabilité et à l'unité du pays en restant fidèle à son rôle en tant que parti national au service de l'intérêt général.

Note de la rédaction :

Il est important de souligner que les rumeurs citées dans cet article n'ont pas été confirmées par des sources officielles et ne reposent sur aucune preuve tangible. Les informations présentées dans ce communiqué sont basées sur le document transmis par Sékou Sanoh, sans qu'il n'y ait eu d'autres confirmations indépendantes jusqu'à présent.

Abdou Chaolis Diallo

ÉVALUATION DES MINISTÈRES

Un processus jugé «complètement absurde» par Dr. Édouard Zoutomou

Dans les couloirs politiques de la Guinée, une vague de désapprobation s'est levée suite à l'évaluation récente des membres du gouvernement par le Premier ministre, Dr. Bernard Goumou. Parmi les voix critiques se trouve le président de l'Union démocratique pour le renouveau et le progrès (UDRP), Dr. Édouard Zoutomou Kpoghomou. Dans un entretien exclusif accordé à notre rédaction ce samedi 05 août 2023, ce leader politique a qualifié cette opération d'insensée.

« Pour moi, le processus est complètement absurde, c'est de l'infantilisation. On ne peut pas parler d'évaluation d'un gouvernement de transition à mi-parcours. Le gouvernement de transition doit être évalué à la fin de sa mission pour déterminer s'il a bien travaillé ou mal travaillé. Mais évaluer en plein milieu du parcours, comme si nous étions des lycéens ou des étudiants assis dans une salle de classe, je trouve cela complètement hors normes », a déclaré avec fermeté le vice-président de l'ANAD (Alliance nationale pour l'alternance et la démocratie).

Outre le moment inopportun de cette évaluation, Dr. Zoutomou estime que la façon dont elle a été menée dénote un manque de sérieux flagrant. « Dans un processus normal d'évaluation, on ne devrait même pas connaître ceux qui viennent nous



évaluer (...). Dans un contexte où la corruption sévit, si je sais que Pierre sera celui qui m'auditera, qu'est-ce qui m'empêchera d'aller le voir en cachette et lui demander des faveurs pour me favoriser ? Je crois que nous jouons avec le feu, cela n'a aucun sens », a-t-il déclaré d'un ton cinglant.

Les critiques vis-à-vis de cette évaluation des ministères semblent se

cristalliser autour de l'idée que le processus manque de transparence et qu'il pourrait ouvrir la porte à des pratiques discutables et influencer les résultats.

Dr. Édouard Zoutomou Kpoghomou, avec son franc-parler, rejette ainsi fermement cette opération qu'il juge dénuée de sens et rappelle que l'évaluation du gouvernement de transition devrait être effectuée à la fin de sa mission. La polémique suscitée par cette évaluation risque donc de s'intensifier, alimentant le débat sur la manière dont le gouvernement de transition est tenu pour responsable de ses actions.

L'avenir nous dira comment cette situation évoluera et quelle sera la réponse des autorités face à ces critiques.

Algassimou L Diallo

MENACE DE GRÈVE DES BOULANGERS

La FENABPAG se désolidarise et maintient la production pour préserver la paix

Dans un contexte de tension et de menace de grève générale lancée par le président de l'Union Nationale des Boulangers et Pâtisseries de Guinée, El Hadj Alpha Oumar Sacko, la Fédération Nationale des Boulangers et Pâtisseries de Guinée (FENABPAG) a pris une position ferme en se désolidarisant de cet appel. Dans une déclaration officielle transmise à notre rédaction ce jeudi, la FENABPAG a tenu à rappeler que les propos du président de l'Union n'engagent pas les membres de leur corporation.

La principale raison évoquée par la FENABPAG pour rester en dehors de cette mobilisation est le meurtre tragique d'un de leurs collègues, survenu dans la commune de Ratoma lors de la nuit du 1er au 2 août 2023. Les boulangers et pâtisseries guinéens ont unanimement qualifié cet acte de « crime crapuleux » et ont appelé l'ensemble de leur

profession à garder leur calme et leur retenue face à cette tragédie.

La FENABPAG, en collaboration avec le Président de l'Union des Consommateurs de Guinée (UCG), veut rassurer la population que cette menace de grève ne reflète pas la volonté de l'ensemble des boulangers et pâtisseries de Guinée. Ils affirment leur ferme intention de continuer à produire du pain et des dérivés pour répondre aux besoins des consommateurs à travers tout le pays, sans aucune interruption. Ils considèrent que leur mission est de veiller au bien-être des paisibles citoyens et de préserver la paix et la tranquillité sociale dans un contexte de crise économique mondiale.

Le Bureau Exécutif National de la FENABPAG n'hésite pas à interpeller le gouvernement sur cette affaire. Ils demandent que des enquêtes soient rapidement menées pour retrouver les coupables de cet assassinat odieux et que ces derniers soient punis à la hauteur de leur forfaiture. En outre, la Fédération insiste sur l'importance de prendre des mesures appropriées pour assurer la sécurité des boulangers dans l'ensemble du pays.

Cette prise de position de la FENABPAG est un signal fort qui vise à apaiser les tensions et à maintenir un climat de sérénité dans le secteur de la boulangerie et de la pâtisserie en Guinée. Leur détermination à poursuivre la production de pain et de produits dérivés démontre leur engagement à servir la population, même dans des circonstances difficiles. Le gouvernement est désormais appelé à prendre des mesures rapides pour résoudre cette situation et garantir la sécurité des professionnels du secteur.

Source : Guineenews.org

Le Démocrate

Abdoul Chaolis Diallo

UNE OPÉRATION MINUTIEUSE DÉVOILE L'ESCROQUERIE TRANSFRONTALIÈRE

Le réseau « Infinity Millennials » arnaque des victimes de plusieurs pays !

La Brigade Mobile d'Intervention et la Cellule de Maintien de l'Ordre du Commissariat Central de la commune urbaine de Dubréka ont mené une opération d'envergure contre un groupe de personnes non identifiées dans la journée du jeudi 3 août.

Ces individus, retranchés dans une villa à Kagbélén-village depuis deux mois, ont été interpellés puis déférés devant le Parquet de Dubréka. (Image d'archives)

Selon des témoins, ces individus, qui se faisaient passer pour des employés

d'une entreprise dénommée « Infinity Millennials », spécialisée dans la vente en ligne, sont accusés d'escroquerie par les autorités locales.

Le Commissaire Central Adjoint en charge du dossier revient ici sur les circonstances de l'interpellation de ces présumés arnaqueurs : « Nous avons été alertés par les autorités locales sur la présence d'individus non identifiés dans une villa.

En conséquence, une équipe composée de la Brigade Mobile d'Intervention et de la Cellule

de Maintien de l'Ordre s'est rendue sur place.

Nous avons appréhendé 37 personnes se trouvant dans ladite villa. Parmi ces 37 individus, plusieurs nationalités étaient représentées, notamment sénégalaise, bissau-guinéenne, sierra-léonaise, malienne, gambienne, ainsi que des Guinéens.

Le directeur et son adjoint seraient de nationalité guinéenne. Après leur interrogatoire, ils ont été déférés devant la justice de Dubréka. Ces 37 personnes sont accusées d'avoir

extorqué de l'argent à leurs victimes en leur promettant des gains futurs.»

Selon d'autres sources, parmi ces 37 individus présentés devant le procureur, 35 seraient relâchés, à l'exception du directeur du réseau et de son adjoint, qui restent à la disposition de la justice. Interrogé à ce sujet par Guineenews, le Procureur de la République près le TPI de Dubréka s'est abstenu de tout commentaire.

EVALUATION DES MINISTRES

L'UFD de Baddiko dénonce « la campagne médiatique pompeusement appelée «évaluation des ministres»

Suite à l'évaluation des ministres du gouvernement mis en place par la junte militaire au pouvoir en Guinée, l'Union des Forces démocratiques (UFD), de l'homme politique Mamadou Bah Baddiko, s'est fendu d'un communiqué pour critiquer la démarche.

Voici déclaration ci-dessous

Pendant que les populations guinéennes se débattent quotidiennement dans des conditions de vie tous les jours un peu plus difficiles, que tout le corps social guinéen se pose légitimement la grave question de son avenir et la fin de cette transition, voilà qu'on nous sert une campagne médiatique sans précédent, appelée pompeusement «évaluation des ministres».

En matière d'Etat de droit et de démocratie, c'est à la population et à elle seule d'apprécier ou de sanctionner s'il le faut, l'action des gouvernants. Un livre ne serait pas suffisant pour lister toutes les innombrables souffrances que citeraient aujourd'hui des millions de femmes la ville et de la campagne en matière d'alimentation, de santé, d'eau potable, d'assainissement, d'éducation, d'emploi, d'infrastructures, de protection de l'environnement, de sécurité, etc. Or, au lieu de cela, nous assistons à une mascarade pseudo-technocratique qui n'apportera absolument rien comme solution aux innombrables problèmes qui assaillent la population ou qui compromettent l'avenir du pays.

Tout ceci est un exercice puéril d'autosatisfaction qui ne trompera que ses auteurs. Dans les conditions actuelles, le peuple n'a



aucun moyen ou le droit de sanctionner le pouvoir issu du coup d'Etat du 5 septembre 2021 qui s'est donné le droit de n'avoir de comptes à rendre à personne, sinon à lui-même. Nous savons tous comment a été constituée l'équipe gouvernementale : des copains, des coquins, des copains des copains, des parents, des voisins, des camarades d'enfance, des combinaisons ethnicistes, sans se baser sur les compétences prouvées et la probité. Il est bien clair aujourd'hui que cette équipe cherche à présenter « un bilan » justifiant sa confiscation du pouvoir.

Les résultats sont connus d'avance : c'est un échafaudage voué à l'échec et qui va s'effondrer. Aucun des graves problèmes qui plombent le pays depuis 65 ans et qui ont conduit à cette misère et ce sous-développement, ne

trouveront de vraie solution dans ces conditions.

En premier lieu, il est impératif de mettre en route une véritable réforme institutionnelle pour construire un Etat basé sur la Régionalisation avancée. Un véritable Etat de droit, dédié au progrès des populations, dans la justice, le travail, l'égalité des droits et devoirs. L'Etat corrompu, prédateur et parasitaire doit laisser la place à un Etat moderne, fonctionnant avec le minimum de moyens, pour travailler durement à sortir notre pays de cette faillite que paient durement de larges couches de la population. Cette démarche est incontournable pour relever la Guinée et même l'Afrique de ses ruines.

Conakry, le 4 août 2023

Pour le Bureau Exécutif de l'UFD, le Président Mamadou Baadiko BAH

MEURTRE EN MARGE D'UNE MANIF

Les boulangers et pâtisseries donnent 10 jours à l'État pour trouver l'assassin de Alsény Baldé



Lors d'une réunion extraordinaire tenue à Conakry dans l'après-midi de ce 4 août, l'Union Nationale des Professionnels des Boulangers et Pâtisseries de Guinée a annoncé la suspension de leur grève annoncée suite à l'assassinat de Alsény Baldé, un jeune boulanger âgé de 25 ans, à Concasseur, dans la nuit du lundi 1^{er} août dernier.

À en croire le président de cette corporation, cette suspension a été possible grâce à la conclave entre quelques membres du gouvernement et les boulangers qui a eu lieu en début de matinée lors de laquelle des engagements forts ont été pris par les émissaires du président de la transition.

Après la réunion avec plusieurs dizaines de boulangers, Elhadj Alpha Ohmar Sacko, président de l'Union Nationale des Professionnels des Boulangers et Pâtisseries de Guinée a rappelé ceci : « Depuis ce matin, le gouvernement a entamé des démarches pour venir saluer les parents de la victime et les boulangers. Il y a eu 3 ministres qui sont venus, celui du Commerce et des PME, de la Culture du tourisme et de l'artisanat et le secrétariat général du Ministère chargé de la Sécurité. Ils ont présenté

leurs condoléances. Ensuite, nous avons été appelés par le Procureur de Dixinn, on s'est rendu au tribunal et des documents qui sont en rapport avec l'assassinat d'Alsény Baldé nous ont été présentés. À notre tour, nous les avons remis des preuves... »

Poursuivant, il dira : « Nous sommes parvenus à un accord qui consiste à suspendre notre grève de 10 jours pour voir ce que le gouvernement va dire. Et si dans 10 jours on ne reçoit pas le résultat, nous allons nous retrouver encore pour prendre une autre disposition. Mais comme c'est le président qui a mandaté ces quelques membres du gouvernement, on ne peut pas les refuser pour le moment, nous allons suspendre la grève », a-t-il fait savoir.

Pour finir, ils ont indiqué que si rien n'est fait au cours des 10 prochains jours, qu'ils vont prendre des décisions fortes pour se faire entendre : « Vous mêmes vous avez vu les boulangers. C'est difficile de les calmer. Vous le savez bien que si le gouvernement n'honore pas ses engagements, nous allons honorer notre engagement... »

(Source : Médiaguinée)

VERS UNE RÉVOLUTION POLITIQUE

Le Nouveau Cabinet de l'ANAD Fait Vibrer l'Espoir!

Dans une annonce fracassante au sein de l'Alliance Nationale pour la Démocratie (ANAD), le charismatique leader de l'opposition, Cellou Dalein Diallo, a dévoilé aujourd'hui les noms des membres qui composeront son cabinet. Une décision stratégique qui suscite déjà des vagues d'enthousiasme et d'anticipation quant à l'avenir politique de la Guinée.

Au cœur de cette nouvelle structure gouvernementale, le Vice-président de l'ANAD ne sera autre que le vénérable homme politique, le Dr Zotomou KPOGHOMOU, également Président de l'Union pour le Développement et le Renouveau de la Politique (UDRP). Aux côtés de ce dernier, des personnalités éminentes prennent place, telles que Mr Thierno Seydou BAYO, figure influente en tant que Secrétaire Général du Parti Socialiste (PS), le Dr Diao BALDE, véritable pilier de l'Union pour la Guinée Nouvelle (UGN), ainsi que Mr Diabaty DORE, dont le leadership au Rassemblement pour le Progrès et la Réconciliation (RPR) n'est plus à démontrer. Ce comité de haut niveau promet une représentation diversifiée et solide, véritable fer de lance de l'ANAD sur l'échiquier politique guinéen.

Parallèlement, la nomination des Conseillers du Président Dalein a été soigneusement pensée. Parmi eux, le charismatique

Mr Etienne SOROPOGUI, à la tête du Mouvement National pour le Changement (NVC), symbolise l'importance accordée à l'intégration de jeunes leaders dynamiques dans le processus décisionnel. Le Dr Alpha Mady SOUMAH, Président de l'Union pour la Nation et le Progrès (UNP), ainsi que Mr Louceny DIOUBATE, éminent Président du Groupe d'Étude sur le Monde (GEM), apportent quant à eux une expertise précieuse au service de la noble cause défendue par l'ANAD.

Mais c'est sans conteste la nomination en double rôle de Mr Etienne SOROPOGUI qui fait le buzz. En plus de son poste de conseiller, il est désigné comme Porte-Parole délégué de l'ANAD. Un choix audacieux qui témoigne de la confiance inébranlable placée en lui pour assurer une communication claire et efficace entre l'ANAD et le grand public. Une lourde responsabilité qui le place au cœur de la représentation et de la défense des idéaux de



l'opposition.

Cette nouvelle équipe gouvernementale dévoilée par Dalein Diallo fait déjà grand bruit au sein des cercles politiques. Les observateurs avertis estiment qu'elle consolide davantage la crédibilité de l'ANAD en tant que force de changement majeure dans le pays. Reste à présent à voir comment ces figures éminentes sauront répondre aux attentes du peuple et relever les défis qui se dresseront devant eux. L'arène politique guinéenne promet des jours animés, empreints d'espoir et de renouveau.

Algassimou L Diallo

TRAFIC DE DOCUMENTS BIOMÉTRIQUES

Un réseau de faussaires démantelés par la police

En optant pour la biométrisation des documents administratifs, le gouvernement guinéen pensait empêcher et dissuader les contrefacteurs. Bien au contraire. Ces derniers deviennent plus ingénieux en ajustant sinon en sophistiquant leur modus operandi dans la réalisation de leur sale besogne. C'est du moins, ce qu'indique le cas de ce réseau de faussaires démantelé par la police et présenté à la télévision nationale ce samedi 5 août. Les agents du commissariat de police de Nongo ont mis la main sur trois trafiquants dont une femme, qui ne laissent aucun document à l'abri.

Passeports, cartes d'identité nationale, cartes grises de véhicule, visas d'entrée ou permis de conduire, rien n'est épargné. Le coup de filet réussi est parti d'une alerte d'une famille dont deux membres ont fait l'objet d'une « interpellation » à la frontière guinéo-sénégalaise pour usage de faux documents, notamment la carte d'identité nationale, d'après l'agent enquêtrice interrogée. L'un des mis en cause dont le visage est flouté à la télévision, reconnaît les faits et explique le procédé : « je procède d'abord au scanner. Ensuite, je fais les modifications et j'imprime. Il y a des attestations de travail, des diplômes, des

relevés de notes, des cartes biométriques et des permis... » C'est un réveil brutal pour les populations et les autorités, mais cela a tout de même le mérite d'interpeller les citoyens et les autorités qui doivent travailler de concert contre ces pratiques néfastes et rétrogrades. Non seulement en se débarrassant des intermédiaires et autres démarcheurs véreux qui pullulent au sein des services concernés et dans les environs, mais aussi en rendant davantage accessibles les documents biométriques dont le non-respect du délai officiel de délivrance reste encore un problème entier.

Guineenw.org

CELLOU DALEIN DIALLO ET MAMADI DOUMBOUYA

Vérité ou Affabulation ? L'UFDG Riposte face aux Accusations d'Ousmane Gaoual



sans preuve émanant d'Ousmane Gaoual Diallo. Ce n'est pas surprenant venant de lui, car il a l'habitude de préférer des assertions dénuées de véracité », a rétorqué le parti de Cellou Dalein Diallo dans sa réponse cinglante.

Cette polémique soulève des questions quant à la véracité des allégations d'Ousmane Gaoual Diallo et à la nature des relations entre les leaders politiques en exil et le pouvoir en place à Conakry. Les rumeurs

sur d'éventuels pourparlers clandestins entre Cellou Dalein Diallo, Sidya Touré et le président Mamadi Doumbouya alimentent le débat politique et suscitent de vives réactions au sein de l'opinion publique guinéenne. Il est important de noter que la Guinée a traversé une période tumultueuse marquée par le coup d'État ayant conduit à l'arrivée du Colonel Mamadi Doumbouya au pouvoir en tant que chef de la transition. Dans ce contexte de changements politiques majeurs, les relations entre les différentes factions politiques sont scrutées de près par la population et les observateurs internationaux.

En l'absence de preuves tangibles, il est crucial de traiter ces allégations avec prudence et objectivité. L'UFDG, fidèle à sa position, rejette fermement les insinuations d'Ousmane Gaoual Diallo et réaffirme l'absence de tout contact significatif entre Cellou Dalein Diallo et le Colonel Mamadi Doumbouya.

Dans une récente interview accordée à Africaguinee, Ousmane Gaoual Diallo, porte-parole du gouvernement guinéen, a suscité des interrogations en suggérant que les deux figures éminentes de la scène politique guinéenne en exil, Cellou Dalein Diallo et Sidya Touré, entretiennent des contacts réguliers avec le président de la transition, le Colonel Mamadi Doumbouya.

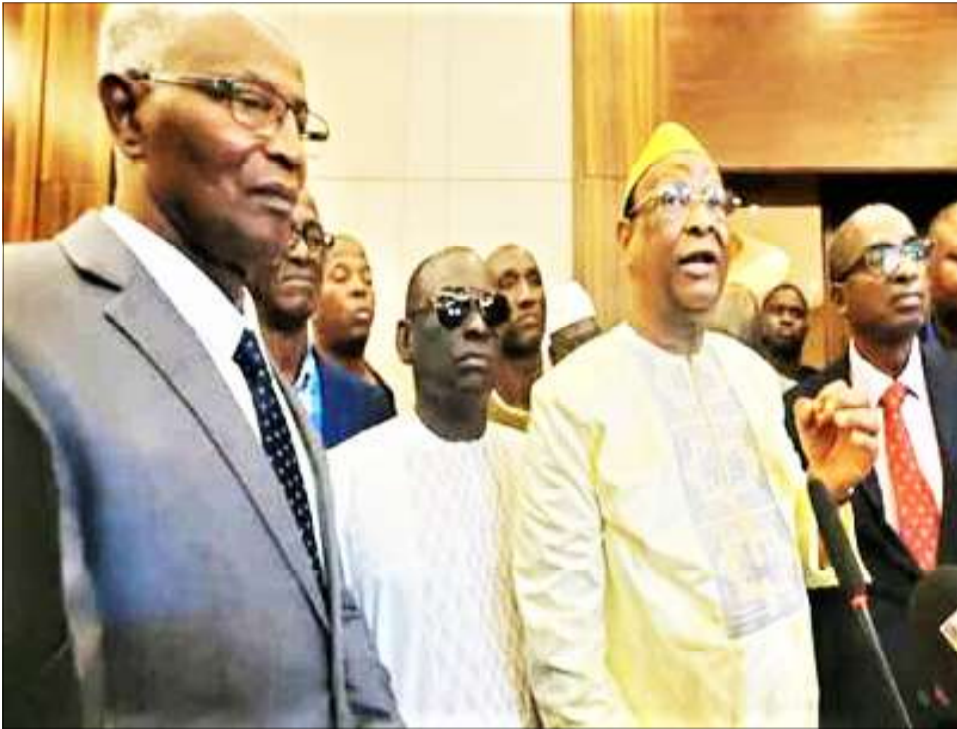
Cette déclaration n'a pas tardé à provoquer une vive réaction de la part du parti politique de Cellou Dalein Diallo. Dans un communiqué diffusé sur les réseaux sociaux, la cellule de communication de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG) a vivement réfuté ces allégations, les qualifiant de « contre-vérité » et d'« affirmation sans fondement ».

« Affirmer que le Président Cellou Dalein Diallo entretient régulièrement des échanges avec le Colonel Mamadi Doumbouya est totalement infondé. Nous dénonçons fermement ces accusations

Algassimou L Diallo

CRÉATION D'UNE COALITION POLITIQUE

Lansana Kouyaté, Bah Oury et Cie Aspirant à une Transition Apaisée et Fructueuse



Dans une déclaration fracassante ce samedi, plusieurs leaders politiques guinéens, réputés proches des autorités de la transition, ont annoncé la formation d'une organisation collective puissante dans le but de réaliser leurs ambitions politiques communes. À l'issue d'une réunion stratégique tenue dans la capitale, Conakry, les poids lourds politiques, parmi lesquels Lansana Kouyaté, Bah Oury, Saliou Bella Diallo et Elhadj Bouna Keïta, ont dévoilé leur plan visant à créer une entité sociopolitique dynamique qui œuvrera pour une transition harmonieuse et réussie.

Selon Lansana Kouyaté, porte-parole de ce rassemblement politique, les participants à cette rencontre historique ont discuté de la création d'une structure dont le nom sera révélé dans les prochains jours. Cet acte, marqué par la bonne foi, témoigne de leur engagement résolu à soutenir une transition pacifique, qui aboutira à des élections crédibles et équitables, satisfaisant ainsi l'ensemble de la population guinéenne.

L'ampleur de cette initiative est particulièrement impressionnante, rassemblant non seulement les forces des différentes coalitions politiques, mais également des acteurs de la société civile et des syndicats affiliés. Ce regroupement se veut ainsi être un collectif robuste, diversifié et influent, capable d'avoir un impact significatif sur la direction du pays pendant cette période délicate de transition.

L'un des objectifs clés de cette coalition naissante est de rédiger un mémorandum exhaustif concernant l'évolution du chronogramme de la transition. Cette commission de travail sera chargée de faire le bilan des étapes déjà accomplies, mais également des étapes qui nécessitent encore d'être réalisées. Le mémorandum, dont la remise est prévue au gouvernement d'ici le 11 août 2023 au plus tard, fournira une vision claire des progrès effectués jusqu'à présent, tout en identifiant les domaines où des améliorations sont requises.

Lansana Kouyaté a

souligné l'importance de répondre aux aspirations du peuple guinéen, en garantissant des élections démocratiques, organisées du niveau local au niveau national, et qui répondent aux attentes de la population. Il a clairement énoncé que la finalité de cette démarche doit être la satisfaction totale du peuple de Guinée, qui a un besoin pressant de stabilité et de prospérité dans cette période cruciale de son histoire.

Cette initiative promet de susciter un profond changement dans le paysage politique guinéen. Si les forces politiques continuent de collaborer de manière constructive, cette coalition pourrait devenir un catalyseur déterminant pour le succès d'une transition démocratique et pour l'avenir de la Guinée.

Le monde politique guinéen retient son souffle en attendant la concrétisation de cette vision ambitieuse, qui pourrait façonner l'avenir du pays pour les années à venir.

Saliou Keita

MAGOUILLES ET ESCROQUERIES À CIEL OUVERT

Le calvaire des Guinéens pour obtenir leur extrait de naissance biométrique»

En 2011, un partenariat plein d'espoir s'est scellé entre l'État guinéen et l'entreprise MGG pour numériser les actes de naissance. Une initiative saluée de tous, mais qui est vite devenue le théâtre d'une incroyable série d'injustices pour les citoyens guinéens dans un pays indépendant depuis 1958.

Officiellement, le prix fixé pour obtenir un extrait de naissance biométrique est de soixante mille francs guinéens. Le paiement doit se faire exclusivement à la banque FBNBank, présentant ainsi l'avantage de sécuriser les transactions et de faciliter les démarches pour les usagers. Cependant, la réalité est tout autre, et l'obtention de ce document vital s'est transformée en véritable parcours du combattant.

La première source de frustration pour les citoyens réside dans le choix d'une seule banque pour les paiements, la FBNBank, qui n'est malheureusement pas présente dans de nombreuses localités en dehors de Conakry. La question d'un monopole se pose alors légitimement. Pourquoi ne pas avoir impliqué quatre ou cinq institutions bancaires, voire même Orange Money ? Ce débat mérite indéniablement d'être lancé.

Mais là où le scandale prend toute son ampleur, c'est lorsque certains citoyens se retrouvent contraints de payer jusqu'à deux cents mille francs guinéens de plus que le prix officiel pour obtenir leur extrait de naissance. Une véritable escroquerie orchestrée à la banque.

Des témoignages bouleversants rapportent que de nombreux citoyens ont remis leurs soixante mille francs à la banque, obtenu un reçu, mais ont ensuite été informés que leur reçu n'était pas activé. Conséquence : la quasi-totalité d'entre eux perdent leurs soixante mille francs et doivent effectuer un nouveau versement. Résultat : un extrait de naissance qui coûte le double du prix officiel, soit 120 000 GNF.

Le fléau de l'escroquerie semble toucher de nombreux citoyens depuis le lancement de ce Système. Trois victimes, sous couvert d'anonymat, ont courageusement raconté leurs

mésaventures. B.A.S, qui s'est rendu à la banque Orabank Kaloum pour payer les 160 000 GNF nécessaires pour son jeune frère fonctionnaire, s'est vu remettre deux reçus : un de 60 000 GNF et un autre de 100 000 GNF. À son frère à Dalaba, on a refusé le reçu de 60 000 en affirmant qu'il n'était pas activé. Malgré ses démarches auprès de la banque et de l'entreprise MGG, il n'a pas obtenu de réponse satisfaisante.

Face à ces déboires, les usagers se tournent vers les agents de l'état civil. Mais là aussi, le malaise est grand. Des agents dépassent les limites en exigeant des sommes exorbitantes allant de 50 000 à 200 000 GNF, simplement pour remplir une fiche d'enrôlement ou accélérer la procédure d'obtention de l'extrait de naissance. Une situation qui frôle le ridicule lorsque des disputes éclatent entre les parties impliquées.

En l'absence de rémunération pour la quasi-totalité des agents en charge de la biométrie, certains se laissent tenter par des pratiques malhonnêtes. Des reçus non actifs, des paiements en double, des pertes financières pour les citoyens innocents ; voilà les maux qui gangrènent ce processus vital pour les Guinéens.

Face à ces témoignages accablants, nous avons tenté de recueillir la version du ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation, en vain.

Il est temps que les autorités prennent des mesures fortes pour mettre un terme à ces injustices flagrantes. Les Guinéens ne devraient pas avoir à souffrir pour obtenir un document aussi essentiel que leur extrait de naissance. Une véritable enquête s'impose pour débusquer les responsables de cette magouille à ciel ouvert et garantir une délivrance transparente et équitable des documents biométriques.

Affaire à suivre, car les citoyens attendent des actions concrètes pour limiter les dégâts et restaurer leur confiance dans ce processus crucial.

Alhassane Barry avec Guinée114

Santé... Santé... Santé...

INSUFFISANCE RÉNALE CHRONIQUE

(Suite et fin)

causes, symptômes, traitements

Les maladies génétiques : elles sont responsables de 10 % dans le monde des cas d'insuffisance rénale (ex : maladie polykystique).

Les maladies auto-immunes (maladie de berger, lupus) sont souvent à l'origine de glomérulonéphrite - affection du rein due à une atteinte inflammatoire des glomérules, le filtre principal du rein - et sont responsables d'au moins 10 % des cas d'insuffisance rénale.

Les causes toxiques médicamenteuses et environnementales : des anti-cancéreux, des anti-inflammatoires, une immunothérapie, une exposition à des toxiques tels que le plomb, des désherbants... sont autant de facteurs de risques d'atteinte rénale.

L'évolution, plus ou moins rapide de l'insuffisance rénale chronique, dépendra de la cause de l'atteinte.

Comment pose-t-on le diagnostic ?

On confirme un soupçon d'insuffisance rénale en estimant le DFG (débit de filtration glomérulaire) via un dosage de la créatinine dans le sang.

Celle-ci est moins bien éliminée lors d'une insuffisance rénale, son taux sanguin augmente alors. Il est nécessaire de répéter le test dans les trois mois qui suivent afin de confirmer le caractère chronique de la dysfonction rénale.

Quels sont les symptômes de l'insuffisance rénale chronique ?

L'insuffisance rénale chronique cause peu de symptômes tant qu'elle n'est pas sévère. »On peut facilement passer à côté d'une atteinte rénale si on attend des signes. Face à des situations à risques (diabète, hypertension...), il faut chercher une «dysfonction rénale», explique notre expert. La présence

d'oedèmes, une grande fatigue, une anémie dont la cause n'est pas connue doit aussi pousser les spécialistes à rechercher une insuffisance rénale.

Les 5 stades de l'insuffisance rénale

Stade 1 : filtration supérieure à 90 ml/min, maladie rénale chronique avec filtration normale ou augmentée

Stade 2 : filtration entre 60 et 89, maladie rénale chronique avec filtration légèrement diminuée

Stade 3A : filtration entre 45 et 59, insuffisance rénale chronique modérée

Stade 3B : filtration entre 30 et 44, insuffisance rénale chronique modérée

Stade 4 : filtration entre 15 et 29, insuffisance rénale chronique sévère

Stade 5 : moins de 15, insuffisance rénale chronique terminale

Selon Frank Martinez, «10 % de la population française souffre d'une dysfonction rénale légère, modérée ou sévère ou d'un risque d'atteinte rénale. Il s'agit là d'une population à surveiller à cause de son âge ou de facteurs de risques».

Comment soigner une insuffisance rénale ?

Après avoir identifié la cause, on traite cette cause. »Dans certains cas, le traitement de la cause permet de stopper l'évolution de l'insuffisance rénale voire de la rendre la maladie réversible», souligne le médecin. Ainsi, l'objectif des traitements est de ne pas atteindre le stade terminal de la maladie qui nécessite un traitement par greffe ou par dialyse.

«La pression artérielle du patient devra être maintenue en dessous de 140 et même 130 mmHg, il faudra équilibrer le diabète - via des médicaments qui diminuent les risques rénal et cardiovasculaire - et réduire la protéinurie à court terme via des médicaments néphroprotecteurs»,

développe le néphrologue. Les médicaments efficaces sont les inhibiteurs du système rénine-angiotensine: les(enalapril, lisinopril, ramipril, etc.) ou les antagonistes des récepteurs à l'angiotensine 2 (ARA 2) ou «sartans» (irbésartan, valsartan...). »Les glifozines et certains médicament anti-hormones comme l'aldostérone semblent également prometteurs».

Frank Martinez poursuit : «Si on contrôle l'ensemble des facteurs aggravants - hypertension, poids, diabète - on peut voir dans certains cas, des situations d'arrêt de la progression, voire de rémission de l'atteinte rénale, lorsqu'elle est due à une situation métabolique».

Greffe ou dialyse : quand sont-elles indiquées ?

En stade terminale, la dialyse et la greffe sont les deux traitements principaux mais dans certains cas - le grand âge du patient notamment - le traitement conservateur peut être poursuivi.

La dialyse est une technique qui permet d'assurer artificiellement l'épuration du sang normalement effectuée par les reins. »

La dialyse est un traitement handicapant, qui altère la qualité de vie, outre le fait qu'il soit très coûteux. On compte 16 % de décès la première année, 11 à 12 % les années suivantes. Non qu'une dialyse soit risquée mais les patients concernés sont généralement âgés et souffrent de comorbidités», précise le spécialiste.

L'autre traitement est la greffe d'organe.» *L'équipe médicale se prononce en fonction de l'âge du patient et des comorbidités notamment»,* note le médecin de Necker. Le nouveau rein peut venir d'un donneur vivant, à l'origine de très bons résultats pour le receveur, ou d'une personne décédée.

«Pour la greffe comme la



dialyse, les experts estiment que l'une ou l'autre s'impose à 7 ou 8% d'un fonctionnement rénal normal. Il est parfois nécessaire de débuter une dialyse plus tôt, lorsque le patient souffre d'oedèmes, de difficultés respiratoires, d'une grande fatigue», ajoute le médecin.

Selon notre expert, 100 000 personnes en France sont traitées pour une insuffisance rénale en stade terminal : 55 000 par dialyse et 45 000 par greffe rénale.

Régime alimentaire, hygiène de vie... Quels conseils pour lutter contre l'insuffisance rénale ?

En préventif mais aussi pour freiner l'évolution d'une atteinte rénale, les bonnes pratiques suivantes peuvent être mises en place :

- activité physique régulière

- arrêt du tabac
- contrôle du poids
- restriction protéique
- contrôle de la glycémie
- réduction de l'hypercholestérolémie
- limitation des apports en sel

«Quand toutes ces cases sont 'cochées' le patient met en effet toutes les chances de son côté pour aller mieux, notamment lorsque la cause de l'insuffisance rénale est métabolique. C'est pourquoi on voit de plus en plus apparaître **des parcours de soins**, pour les patients au stade 4, faisant intervenir des acteurs paramédicaux spécialistes en diététique, éducation thérapeutique...», conclut Frank Martinez.

Source : Interview du Dr Frank Martinez, néphrologue à l'hôpital Necker, à Paris, mars 2023.

Billet

Je viens de visiter une exposition portant sur la Guinée en cartes postales, deux images contrastées me montent à l'esprit : d'abord la Guinée d'hier, une terre paradisiaque habitée par des populations asservies par un régime colonial. Ensuite la Guinée d'aujourd'hui, un pays en voie de paupérisation poussée du fait des clans maffieux ses propres rejetons. On n'est pas sorti de l'auberge, hélas !

Walaoulou BILIVOGUI

COUP D'ÉTAT AU NIGER

«Il s'agit d'une prise d'otage et d'un kidnapping», estime le chef de la diplomatie du Bénin

Au Niger, l'ultimatum de la Cédéao prend fin dans trois jours. Dimanche 30 juillet, l'organisation sous-régionale a demandé la libération immédiate du président nigérien Mohamed Bazoum et le retour à l'ordre constitutionnel dans un délai d'une semaine, sans quoi elle se dit prête à prendre toutes les mesures nécessaires, y compris l'usage de la force. À trois jours de la fin de l'ultimatum, où en sont les discussions ? De quelle façon la Cédéao pourrait-elle intervenir militairement ? Olushegun Adjadi Bakari, le ministre des Affaires étrangères du Bénin, répond aux questions de Pierre Firtion.

RFI : Olushegun Adjadi Bakari, une délégation de la Cédéao, menée par l'ancien président nigérien, Abdulsalami Abubakar, devait se rendre ce 2 août 2023 à Niamey. C'était la médiation de la dernière chance ?

Olushegun Adjadi Bakari : Je pense que cela correspond toujours à la vision portée par les chefs d'État de la Cédéao qui consiste à laisser la porte ouverte et à privilégier le dialogue. Donc médiation de la dernière chance... jusqu'à la dernière minute, il y a un ultimatum qui a été donné, et tant qu'on n'est pas au terme de cet ultimatum, toutes les voies permettant d'avoir une sortie, des solutions qui soient acceptables, seront utilisées.

On sait que l'ancien président, Mahamadou Issoufou, mène aussi des négociations en coulisses. Qu'est-ce qui est proposé aux putschistes aujourd'hui ?

Il y a un message qui a été très clair porté par les chefs d'État, qui est celui de dire : nous ne sommes pas dans un cas de coup d'État, et je pense que là-dessus, il faut que nous soyons tous d'accord. Il s'agit ici d'une prise d'otages, d'un kidnapping. Et lorsqu'on est face à une prise d'otages ou à un kidnapping, on n'est pas dans une négociation de propositions. L'objectif premier est de pouvoir faire libérer l'otage, et que l'otage revienne à une vie normale. Donc, dans le cas présent, l'objectif c'est de faire en sorte que le président Bazoum, président démocratiquement élu par le peuple nigérien, reprenne ses fonctions de président du Niger.

Vous avez encore l'espoir d'une sortie de crise apaisée et sans violence ?

Nous l'espérons, mais dans tous les cas, les valeurs démocratiques, les valeurs de préservation, de

stabilité politique et de transition démocratique, devront prévaloir au sein de l'espace Cédéao. C'est le message que les chefs d'État ont porté et je pense que c'est très important de rester là-dessus.

Si les militaires refusent de rendre le pouvoir d'ici le 6 août, que peut-il se passer ?

Les chefs d'État, dans le communiqué de la conférence des chefs d'État, ont été très clairs : passé l'ultimatum, toutes les autres pistes seront envisagées, y compris le recours à la force.

Et s'il était décidé de recourir à la force, qui pourrait être chargé d'intervenir parmi les pays membres de la Cédéao ?

Je pense que l'objectif, c'est de tout faire pour qu'on n'arrive pas à cette solution, mais si cela devait arriver, je pense qu'il y a des mécanismes qui sont en place.

Est-ce que le Bénin pourrait envoyer un contingent de soldats dans le cadre de cette intervention armée ?

Bien sûr que le Bénin, en tant que membre de la Cédéao, comme les autres pays de la Cédéao, sont prêts à participer à la résolution de cette crise. Si on devait arriver à cette solution, ce qui serait déplorable - parce qu'en fait, en réalité, aujourd'hui, la piste de la négociation reste sur la table, reste prégnante, reste la plus envisagée -, mais dans le cas où on n'arriverait pas au terme de l'ultimatum, à une solution négociée qui serait la meilleure pour tous, il faudrait, bien entendu, envisager toutes les autres solutions, comme évoqué par les chefs d'État.

Vous le disiez, les chefs d'état-major des pays de la Cédéao sont réunis jusqu'à ce 4 août à Abuja. Leur mission,



concrètement, c'est de parvenir à mettre sur pieds une force militaire et un plan d'intervention d'ici dimanche ?

Je pense que leur réunion fait partie de

réunions régulières. Depuis un certain nombre de temps, il y a ce creuset des chefs d'état-major qui est en place. Ils ont l'habitude de travailler ensemble. Vous n'êtes pas sans savoir qu'il y a cette force en attente de la Cédéao, dont l'opérationnalisation a commencé déjà depuis un certain nombre de temps. Donc, je pense qu'opérationnellement, il y a déjà une convergence. Après, sur les détails de la façon dont les choses pourraient se passer, je pense qu'il y a des voix beaucoup plus autorisées que la mienne.

Les militaires au pouvoir à Bamako et à Ouagadougou ont prévenu qu'une intervention

militaire au Niger serait considérée comme une déclaration de guerre à leurs deux pays. Est-ce que vous ne craignez pas qu'une intervention armée déclenche une implosion de la Cédéao, voire un conflit régional ?

S'il devait y avoir une intervention au Niger, il ne s'agit pas d'intervenir contre un pays. Il s'agit d'aller libérer une autorité démocratiquement élue, prise en otage par des personnes qui avaient la charge de sa sécurité. Donc, en réalité, on n'est pas dans le cas des fantasmes de guerre, etc., il s'agit d'aller libérer et de réinstaller un président régulièrement élu.

Rfi

TUNISIE

Dans le désert, les migrants subsahariens refoulés errent dans des conditions terribles

Quinze corps sans vie de migrants subsahariens ont été trouvés par les garde-frontières libyens. Les autorités tunisiennes avaient expulsé des centaines de migrants vers une zone désertique à la frontière libyenne début juillet. Selon l'ONG Human Rights Watch, quelque 1 200 personnes ont été renvoyées vers la frontière avec la Libye et avec l'Algérie. Depuis, le Croissant rouge tunisien a secouru quelque dizaines d'entre eux. D'autres n'ont pas eu cette chance et sont toujours bloqués dans la zone désertique de Ras Jdeir. Cela fait trois semaines qu'ils sont abandonnés **dans ce désert extrêmement inhospitalier** par les autorités tunisiennes. L'Agence France Presse a recueilli leurs témoignages. Ils sont environ 140 migrants subsahariens et ils ont dressé un camp de fortune, à 30 mètres du poste frontière de Ras Jdeir, du



côté libyen.

Ces migrants sont sans eau potable ni nourriture, hormis le peu d'aide qui arrive au compte-goutte par l'intermédiaire du Croissant rouge libyen. Ils tentent de supporter la chaleur du jour et le froid de la nuit.

Les garde-frontières libyens indiquent qu'il y a deux autres groupes de migrants, d'une centaine de personnes chacun, composés notamment de femmes et d'enfants. Ils n'ont plus ni téléphone ni argent et semblent coincés. « Les Libyens ne nous permettent pas d'entrer sur leur

territoire, et les Tunisiens nous empêchent de revenir », déplore un témoin appelant au secours.

Au cours des dix derniers jours, les garde-frontières libyens ont mis à l'abri quelques dizaines d'entre eux qui étaient en train d'errer dans le désert d'Al Assah. Mercredi 26 juillet, l'ONG Médecins du Monde a appelé les autorités tunisiennes à faciliter l'accès des organisations de la société civile dans cette zone, sans succès pour le moment.

Rfi

EXPLOSIF DÉBUT DE LIGUE 2 FRANÇAISE

Ousmane Camara, l'étoile montante d'Auxerre

Une soirée de feu pour Ousmane Camara avec l'AJ Auxerre ! Pour le coup d'envoi tant attendu du championnat français de deuxième division, le prodige guinéen a enflammé les tribunes en menant son équipe vers une éclatante victoire (4-1) contre Valenciennes ce samedi.



21 ans a véritablement fait étalage de son talent, en signant un somptueux doublé (à la 19e et à la 61e minute). Dès lors, il est inévitablement devenu la coqueluche de ce début de saison, et son nom résonnera dans tous les stades de France au fil des prochaines rencontres.

Dès les premières minutes, Ousmane Camara a fait trembler les filets adverses en inscrivant le premier but de la saison pour l'AJ Auxerre. Ce jeune talent guinéen de seulement

inauguré cette nouvelle saison de la plus belle des manières en s'imposant sur le terrain de Valenciennes, une performance rendue possible grâce à la brillante prestation d'Ousmane

Camara et un autre but marqué par Gotcho.

Toutes les lumières sont désormais braquées sur ce jeune attaquant talentueux, et les supporters peuvent s'attendre à une saison pleine de promesses. Les observateurs avertis sont convaincus qu'Ousmane Camara ne tardera pas à attirer l'attention des clubs de l'élite, tant son talent semble irrésistible.

Pour l'AJ Auxerre, cette victoire éclatante est le signe d'un début de saison réussi, et les espoirs d'un retour en Ligue 1 prennent déjà forme. Avec des bijoux tels qu'Ousmane Camara dans leurs rangs, les Auxerrois peuvent légitimement rêver d'une saison glorieuse.

Louda Dia

EXPLOSION DE TALENTS EN MATCH AMICAL

Serhou Guirassy signe un triplé étincelant avec Stuttgart

À quelques encablures du coup d'envoi tant attendu de la Bundesliga allemande, les équipes de la première division allemande se préparent intensément en disputant des matches amicaux pour peaufiner leur jeu. Parmi elles, Stuttgart, qui peut compter sur la fulgurante forme de Serhou Guirassy.

L'attaquant guinéen s'est, une fois de plus, distingué de la plus brillante des manières lors de la rencontre face à Sheffield United, ce samedi. C'est lui qui a littéralement enflammé la pelouse en inscrivant un triplé retentissant, permettant à son équipe de s'imposer largement sur le



score de 3-0. Une performance remarquable de Guirassy qui semble plus que jamais prêt à entamer le championnat allemand.

Ses prouesses sur le terrain confirment que l'attaquant guinéen est en pleine possession de ses moyens et qu'il sera indubitablement un atout majeur pour Stuttgart dans la bataille de la Bundesliga. Avec une telle démonstration de force lors des matchs amicaux, Guirassy envoie un message clair à ses adversaires : il faudra compter sur lui tout au long de la saison à venir.

L'efficacité devant le but de Serhou Guirassy est une arme redoutable pour Stuttgart, qui compte bien capitaliser sur son talent pour réaliser une saison pleine de succès. Alors que les attentes sont élevées pour le club allemand, Guirassy prouve qu'il est capable de porter l'équipe sur ses épaules et de faire la différence à tout moment.

Le championnat allemand n'a qu'à bien se tenir, car avec Serhou Guirassy en feu, les défenses adverses risquent de connaître des nuits cauchemardesques. Le guinéen semble avoir soif de buts et de victoires, ce qui promet des duels enflammés tout au long de la saison à venir.

Louda Dia

Louda Dia

:TRANSFERT CHOC

François Kamano s'envole pour l'Arabie Saoudite ! Riyadh

C'est un mouvement sensationnel sur le marché des transferts ! François Kamano, l'attaquant international guinéen, a quitté définitivement le froid russe pour rejoindre les terres ensoleillées de l'Arabie Saoudite. L'annonce a été faite aujourd'hui, marquant un tournant majeur dans la carrière du talentueux footballeur.

Depuis l'arrivée spectaculaire de Cristiano Ronaldo à Al Nassr, le championnat saoudien est devenu le Saint Graal pour de nombreux joueurs cherchant à s'illustrer dans un environnement aussi compétitif que lucratif. François Kamano, âgé de 27 ans, n'a pas hésité à se lancer dans cette nouvelle aventure, prenant ainsi un pari audacieux pour la suite de sa carrière.

Le Lokomotiv Moscou, où il évoluait jusqu'à présent, voit ainsi l'un de ses talents les plus pris s'envoler vers d'autres horizons. Le Club Abha FC, équipe classée



deuxième du championnat saoudien de D1 la dernière saison, est le nouveau havre pour Kamano, qui s'est engagé pour deux saisons. Mais cette décision de François Kamano pourrait bien être le déclencheur d'un mouvement massif de joueurs guinéens vers l'Arabie Saoudite. La réputation grandissante du championnat saoudien et les opportunités financières qu'il offre ne laissent personne indifférente, et d'autres footballeurs guinéens pourraient être

tentés de suivre les pas de Kamano dans cette aventure exotique. Une des questions qui se posent désormais est de savoir si Kamano saura s'adapter à ce nouvel environnement.

Après avoir évolué en France et en Russie, le guinéen devra faire face aux nouveaux défis et se mesurer à un niveau de compétition relevé dans le championnat saoudien. Mais avec son talent indéniable et son expérience acquise au fil des années, Kamano a toutes les cartes en main pour briller sous les

couleurs du Club Abha FC. En parallèle, les chiffres ne mentent pas, et le montant du salaire annuel de 3 millions d'euros promis à Kamano témoignent de l'importance qu'il représente pour son nouveau club. Un contrat à la hauteur des attentes d'un joueur de sa trempe. Pour les fans guinéens, cette nouvelle aventure est à suivre de près. François Kamano a prouvé à maintes reprises qu'il avait le potentiel pour marquer de son empreinte les terrains de football, et il ne fait aucun doute qu'il est désormais déterminé à inscrire son nom dans l'histoire du championnat saoudien. L'avenir nous dira si Kamano a bel et bien lancé la vague de joueurs guinéens vers l'Arabie Saoudite, mais une chose est certaine, l'excitation est à son comble pour cette nouvelle étape dans la carrière du talentueux attaquant.

Louda Dia